

**Corée du Nord - Réunion d'urgence
du conseil de sécurité - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 04 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'Égypte pour son excellente présidence du conseil de sécurité le mois dernier et de féliciter l'Éthiopie pour avoir pris la présidence du conseil ce mois. Vous pouvez naturellement compter sur le plein soutien de la France pour le mois à venir, qui s'annonce particulièrement chargé.

Je vous remercie d'avoir convoqué cette réunion d'urgence, à notre demande conjointe avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la République de Corée et le Japon. Merci également à Jeff Feltman pour sa présentation très éclairante.

Monsieur le Président,

Hier, la Corée du Nord a franchi un seuil majeur vers l'escalade. Après deux tirs de missile balistique intercontinental et la mise en danger ouverte d'un des pays de la région, elle a procédé la nuit dernière à un sixième essai nucléaire. L'événement a été immédiatement détecté par le réseau de surveillance internationale de l'organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Mon pays, par la voix de nos plus hautes autorités, a condamné avec la plus grande vigueur cet événement. Au-delà de l'expression de solidarité qu'au nom de la France j'adresse particulièrement aux pays de la région, c'est surtout à l'ensemble de la communauté internationale que je lance aujourd'hui un appel à la lucidité et à la fermeté, avec un profond sentiment de gravité. C'est en effet chacun d'entre nous aujourd'hui qui est concerné, car c'est chacun d'entre nous qui est menacé.

Monsieur le Président, ne nous y trompons pas en effet : en quelques mois, la menace a changé de dimension et même de nature. La menace n'est plus seulement régionale, elle est mondiale ; elle n'est plus seulement virtuelle, elle est immédiate ; elle n'est plus seulement sérieuse, elle est existentielle.

Cette menace met en cause notre sécurité, la stabilité stratégique et la paix internationale. Par ce sixième essai nucléaire, le régime de Pyongyang persiste à violer ses obligations, et à nous défier. Chacun des agissements nord-coréens correspond à l'effort acharné, continu, méthodique du régime pour réaliser au plus vite sa dangereuse obsession. Je veux parler de la possession d'un arsenal nucléaire opérationnel destiné à changer les équilibres non seulement régionaux mais aussi mondiaux. La combinaison de la capacité nucléaire que je viens

d'évoquer et des missiles balistiques intercontinentaux nord-coréens constituent désormais un danger erga omnes, tous azimuts.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte, la faiblesse ou la tergiversation n'est pas une option. C'est pourquoi la France appelle à une réaction rapide, ferme et unie du conseil de sécurité et de la communauté internationale, fondée notamment sur trois éléments :

- l'adoption rapide par ce conseil de nouvelles sanctions contre le régime nord-coréen ;
- la mise en oeuvre très stricte des sanctions existantes par l'ensemble des acteurs concernés ;
- enfin l'adoption de mesures additionnelles par l'Union européenne.

Le temps nous est compté. Soyons-en bien conscients en effet : nous savons que Pyongyang n'hésite pas, et n'hésitera pas, fût-ce au prix du sacrifice de sa population, à s'affranchir des règles les plus élémentaires que nous avons érigées, en matière de non-prolifération et au-delà. Il s'agit bien d'une remise en cause majeure et revendiquée comme telle de tous les fondements de notre système de droit et de sécurité, que nous ne pouvons pas accepter. Nous avons collectivement la responsabilité de le faire respecter, de le préserver et même de le renforcer. Il en va de notre crédibilité.

À ceux qui pensent que la volonté de dialogue de la communauté internationale manquerait, il faut souligner que la situation actuelle est malheureusement loin d'offrir les conditions d'une négociation. Mon pays a toujours défendu le dialogue. Mais force est de le constater, la Corée du Nord ne nous a pas donné le moindre signe, ni le moindre gage, de son éventuelle volonté de négocier sur ses activités nucléaires et balistiques. Face à un tel mépris du droit international et de l'autorité de ce conseil, nous ne devons pas transiger. Nous l'avons dit et répété, la violation de nos propres décisions ne peut faire l'objet d'un marchandage. Nous ne pouvons pas nous laisser dicter notre réaction. La Corée du Nord devra abandonner son programme nucléaire et balistique, de manière complète, vérifiable et irréversible et se conformer sans délai à ses obligations internationales. Elle devra également, c'est la conviction de la France, rejoindre le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Une réponse collective ferme est la condition de l'efficacité. Seule une telle réponse peut réussir à ramener la Corée du Nord, sans condition, à la table des négociations. Nous devons continuer de mettre en oeuvre les sanctions existantes, pleinement et avec responsabilité. Elles ne sont pas une fin en soi. Mais elles sont indispensables.

Rappelons que les sanctions économiques majeures n'ont été adoptées par cette enceinte qu'en 2016. Leur montée en puissance se poursuit donc. Mais face à cette nouvelle évolution, nous devons augmenter encore, nous devons maximiser la pression sur le régime de Pyongyang : la France soutient donc l'adoption rapide de nouvelles sanctions par ce conseil, notamment dans le domaine économique et sectoriel. Nous nous engagerons résolument dans un travail similaire, je l'ai dit, au sein de l'Union européenne.

Monsieur le Président,

Dans la spirale inquiétante de surenchères et de provocations dans laquelle elle s'est engagée, la Corée du Nord devra assumer les conséquences de son entêtement acharné. La seule réponse que nous pouvons apporter aujourd'hui est une politique de très grande fermeté, sans ambiguïté, fondée sur l'objectif du démantèlement complet des programmes nord-coréens. Ce n'est que sur la base d'une telle position de très grande fermeté et de pression maximale sur le régime que nous pourrons changer ses calculs, ramener sans condition le régime nord-coréen à la table des négociations et ouvrir ainsi la voie à un règlement politique de la crise.

Monsieur le Président,

Face à cette menace aigüe et d'une extrême gravité, ce conseil doit être à la hauteur des responsabilités qui sont les siennes. Soyez assurés de l'engagement résolu en ce sens de la France, en tant que membre permanent du conseil de sécurité.

Je vous remercie./.